



PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 12 MAI 2026

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR

1. Installation du conseil d'administration du C.C.A.S.	3
2. Adoption du procès-verbal du 6 mars 2026	5
3. Élection du (de la) Vice-Président (e) du C.C.A.S.	6
4. Élection du (de la) Vice-Président(e) Délégué (e) du C.C.A.S.	7
5. Adoption du règlement intérieur du C.C.A.S.	8
6. Délégations de pouvoir consenties par le Conseil d'Administration du C.C.A.S.	9
7. Représentation du conseil d'administration du C.C.A.S.	12
8. Désignation des représentants de la Commission d'Appel d'Offres	16
9. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le conseil d'administration - février et mars 2026.....	19
10. Maintien du principe de la mutualisation des instances, maintien du principe de deux collèges d'élus et fixation du nombre de représentants du personnel au comité social territorial et à sa formation spécialisée.....	20

Le 12 mai 2026 à 15h44 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

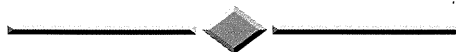
Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Élise BOQUIÉ, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE, Madame Juliana VIENNE

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 7 mai 2026

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 12 mai 2026. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



Monsieur Mayer-ROSSIGNOL invite les membres présents à se présenter.

1. Installation du conseil d'administration du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément aux dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, les Centres Communaux d'Action Sociale (C.C.A.S.) sont administrés par un Conseil d'Administration comprenant, outre le Maire, président de droit, des membres élus par le Conseil Municipal en son sein et, en nombre égal, des membres nommés par le Maire.

Le Conseil Municipal de Rouen, lors de sa séance du 27 mars 2026, a fixé le nombre de membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen à 16. Il a également procédé à l'élection de l'ensemble des administrateurs élus.

Les 8 membres élus sont :

Le Maire a nommé par arrêté en date du 06 mai 2026 :

- | | |
|---|--------------------------------------|
| ▪ Madame Zohra AMIMI | ▪ Madame Brigitte BROUT |
| ▪ Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER | ▪ Monsieur Samantigui DOUMBIA |
| ▪ Madame Gaëlle SILVESTRE | ▪ Monsieur Jamal KHERBECHÉ |
| ▪ Madame Élise BOQUIÉ | ▪ Madame Adeline PIERRE |
| ▪ Madame Juliana VIENNE | ▪ Monsieur François HAINIGUE |
| ▪ Monsieur Dorian JUSTIN | ▪ Madame Martine LELAIT |
| ▪ Madame Clémentine LE DUEY | ▪ Madame Elisabeth MENESTRIER |
| ▪ Madame Marine CARON | ▪ Madame Dominique LABARRE |

LE PRÉSIDENT DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article R. 123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil Municipal de Rouen en date du 27 mars 2026 relative à la détermination du nombre de membres et de la désignation des membres délégués au Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Arrêté du Maire procédant en date du 06 mai 2026 à la nomination des administrateurs nommés du C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT que le nombre de membres est fixé à 16,

CONSIDÉRANT que les membres issus du Conseil Municipal et les membres nommés sont en nombre égal,

CONSIDÉRANT la liste des membres élus au Conseil Municipal du 27 mars 2026,

CONSIDÉRANT la liste des membres nommés par l'arrêté du Maire du 06 mai 2026,

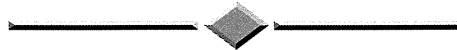
DÉCLARE LES MEMBRES SUIVANTS INSTALLÉS DANS LEUR FONCTION D'ADMINISTRATEURS DU C.C.A.S. DE ROUEN :

Au titre des membres élus :

- **Madame Zohra AMIMI**
- **Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER**
- **Madame Gaëlle SILVESTRE**
- **Madame Élise BOQUIÉ**
- **Madame Juliana VIENNE**
- **Monsieur Dorian JUSTIN**
- **Madame Clémentine LE DUEY**
- **Madame Marine CARON**

Au titre des membres nommés :

- **Madame Brigitte BROUT**
- **Monsieur Samantigui DOUMBIA**
- **Monsieur Jamal KHERBECHE**
- **Madame Adeline PIERRE**
- **Monsieur François HAINIGUE**
- **Madame Martine LELAIT**
- **Madame Elisabeth MENESTRIER**
- **Madame Dominique LABARRE**



2. Adoption du procès-verbal du 6 mars 2026

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil d'Administration est invité à formuler des remarques et/ou des observations sur le procès-verbal de la séance du 6 mars 2026, joint en annexe.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

CONSIDÉRANT les remarques annotées en séance,

CONSIDÉRANT les observations annotées en séance,

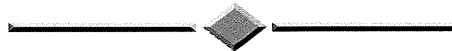
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, adopte le procès-verbal du 6 mars, joint en annexe.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

Votants :

- Pour : 13
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 4

Mme CARON, Mme SILVESTRE, Mr DORIAN et Mme BOQUIÉ ne prennent pas part au vote..



Monsieur le Président propose la candidature de l'adjointe en charge des solidarités, de la santé, des personnes âgées, de la politique de la ville et de l'insertion, à savoir Mme Zohra AMIMI, à la fonction de Vice-Présidente du C.C.A.S.

Il invite par ailleurs les membres présents à se manifester s'ils souhaitent présenter leur candidature.

Aucune autre proposition n'ayant été formulée, il est proposé aux administrateurs de procéder à un vote à main levée.

Les administrateurs n'ayant émis aucune opposition, il est procédé de fait, à l'élection à main levée.

3. Élection du (de la) Vice-Président (e) du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément à l'Article L123-6 disposant que dès qu'il est constitué, le Conseil d'Administration élit en son sein un Vice-Président qui le préside en l'absence du Maire et un Vice-Président délégué, chargé des mêmes fonctions en cas d'empêchement, du Vice-Président,

Le Conseil d'Administration est invité à procéder à l'élection du, ou de la Vice-Président·(e).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU les Articles L. 123-6 et R.123-18 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président du C.C.A.S. a invité les membres présents du Conseil d'Administration à faire acte de candidature,

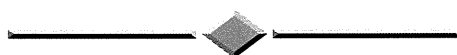
CONSIDÉRANT que Madame Zohra AMIMI s'est portée candidate à la fonction de Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, DÉCIDE D'ÉLIRE, pour la fonction de Vice-Présidente Madame Zohra AMIMI
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 16
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 1

- **Article 1** : Est élue Vice-Présidente du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen, Madame Zohra AMIMI.
- **Article 2** : Le Président du C.C.A.S. est chargé de l'exécution de la présente décision.



Monsieur le Président propose la candidature de sa conseillère Municipale en charge d'Égalité femmes/hommes et droit des femmes, lutte contre les violences sexistes et sexuelles et les discriminations, à savoir Mme Juliana VIENNE, à la fonction de Vice-Présidente du C.C.A.S déléguée.

Il invite de nouveau les membres présents à se manifester s'ils souhaitent présenter leur candidature.

Aucune autre proposition n'ayant été formulée, à nouveau, il est donc proposé aux Administrateurs de procéder à un vote à main levée.

Les administrateurs n'ayant émis aucune opposition, il est procédé de fait, à l'élection à main levée.

4. Élection du (de la) Vice-Président(e) Délégué (e) du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément à l'Article L123-6 disposant que dès qu'il est constitué, le Conseil d'Administration élit en son sein un Vice-Président qui le préside en l'absence du Maire et un Vice-Président délégué, chargé des mêmes fonctions en cas d'empêchement, du Vice-Président.

Le Conseil d'Administration est invité à procéder à l'élection du, ou de la Vice-Président(e) délégué(e) à bulletins secrets.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU les Articles L. 123-6 et R.123-18 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président du C.C.A.S. a invité les membres présents du Conseil d'Administration à faire acte de candidature,

CONSIDÉRANT que Madame Juliana VIENNE s'est portée candidate à la fonction de Vice-Présidente déléguée du C.C.A.S. de Rouen,

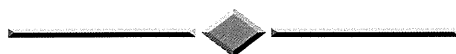
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, DÉCIDE D'ÉLIRE, pour la fonction de Vice-Présidente déléguée Madame Juliana VIENNE

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 16
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 1

- **Article 1** : Est élue Vice-Présidente déléguée Madame Juliana VIENNE du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen.
- **Article 2** : Le Président du C.C.A.S. est chargé de l'exécution de la présente décision.



5. Adoption du règlement intérieur du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément à l'article R.123-19 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration du C.C.A.S. établit son règlement intérieur, afin d'organiser son fonctionnement interne dans le respect des règles préalablement fixées par les articles L.123-4 à L.123-9 et R.123-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Le règlement intérieur est destiné à régler tous les points qui ne l'ont pas été par les textes régissant le fonctionnement du C.C.A.S. (principalement les articles L.123-4 à L.123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

Il contient des dispositions réglant le fonctionnement interne du Conseil d'Administration du C.C.A.S., notamment les modalités de fonctionnement telles que la composition du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen, les missions et les pouvoirs du Conseil d'Administration, l'organisation des séances du Conseil d'Administration, mais également les modalités de fonctionnement des différentes commissions, ainsi que diverses dispositions.

Le Conseil d'Administration est invité à adopter le règlement annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale modifiant le code de l'action sociale notamment en son article 123-6,

VU l'Ordonnance 2021-1310 du 7 octobre 2021 et le Décret n°2021 -1311 réformant les règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes prises par les collectivités territoriales et leurs groupements,

VU l'Article R. 123-19 du Code de l'Action Sociale et des Familles précisant que le Conseil d'Administration établit son règlement intérieur,

VU l'Article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant que le Conseil Municipal établit son règlement intérieur dans les six mois suivant son installation,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 5 mai 2026 relative à l'installation du Conseil d'Administration du C.C.A.S.,

VU le projet de règlement intérieur du C.C.A.S.

CONSIDÉRANT que les C.C.A.S./C.C.I.A.S. doivent se conformer dans la mesure du possible aux règles régissant la tenue des registres communaux.

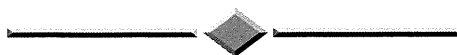
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, décide :

- **Article 1^{er}** : l'adoption du règlement intérieur du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen.
- **Article 2** : Ce règlement définit l'organisation et le fonctionnement interne du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen
- **Article 3** : Monsieur le Président ou son représentant, sont autorisés, chacun en ce qui les concerne, à effectuer toutes les formalités administratives et techniques nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0



6. Délégations de pouvoir consenties par le Conseil d'Administration du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration peut donner délégation de pouvoirs, à son Président, à son (sa) Vice-président(e) ou à son (sa) Vice-président(e) délégué(e) dans les matières suivantes :

- attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration,
- conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

- préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être règlementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant,
- conclusion des contrats d'assurance,
- création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère,
- fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
- exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
 - Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc.),
 - Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel,
 - Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes,
- délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles autorisant le Conseil d'Administration à donner délégation de pouvoirs à son Président, à son (sa) Vice-Président(e) ou à son (sa) Vice-président(e) délégué(e),

VU l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 12 mai 2026 procédant à l'élection de la Vice-Présidente du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 12 mai 2026 procédant à l'élection de la Vice-Présidente déléguée du C.C.A.S.,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, décide :

- **Article 1^{er}** : Pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du C.C.A.S., délégation de pouvoir est donnée à Monsieur le Président dans les matières suivantes :
 - Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être règlementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant,
 - Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
 - Exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
 - Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc)
 - Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel
 - Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes

- **Article 2 :** Pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du C.C.A.S., délégation de pouvoir est donnée à Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. dans les matières suivantes :
 - Attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration ; à savoir :
 - Les décisions relatives aux Allocations Communales de Solidarité dans les limites fixées par le règlement d'attribution ;
 - Les demandes d'admission en résidence autonomie et les documents y afférents,
 - Les demandes d'admission au SAD et les documents y afférents,
 - Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
 - Conclusion des contrats d'assurance,
 - Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère,
 - Délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles

- **Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. délégation est donnée à Monsieur le Président dans les matières qui lui sont déléguées.
 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président, délégation est donnée à Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. dans les matières qui lui sont déléguées.

- **Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de la Vice-Présidente et du Président du C.C.A.S., délégation est donnée à Madame la Vice-Présidente déléguée, dans les mêmes matières.

- **Article 5 :** Conformément aux prescriptions de l'article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les décisions dans les matières déléguées seront signées personnellement par le Président, la Vice-Présidente ou la Vice-Présidente déléguée.
 En outre, le Président, la Vice-Présidente et la Vice-Présidente déléguée devront, à chaque séance du conseil, rendre compte des décisions prises sur le fondement de la présente délégation.

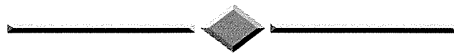
- **Article 6 :** La Directrice du C.C.A.S. de Rouen et le Trésorier Municipal de Rouen Métropole seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 16
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 1

Mme CARON ne souhaite pas prendre part au vote.



Monsieur le Président invite les administrateurs à se positionner sur les différentes instances proposées.

7. Représentation du conseil d'administration du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. est amené à être représenté par certains Administrateurs du C.C.A.S. de Rouen auprès :

▪ De différentes instances :

- Union Nationale des C.C.A.S. ;
- Union Départementale des C.C.A.S. ;
- Conseil d'Administration du Carrefour des Solidarités ;
- Fédération des Acteurs de Solidarité ;
- Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale « DAC YREN »

▪ De la commission Permanente des Allocations Communales de Solidarité

▪ Des commissions consultatives :

❖ Dispositif des Allocations Communales de Solidarité

- **Pour le Centre Local d'Information et de Coordination des Aînés (CLIC) :**
 - Comité de pilotage du CLIC :
 - Comité de pilotage de projet de service du CLIC
 - Comité de pilotage d'évaluation externe CLIC

- **Pour le Service Autonomie à Domicile (SAD) :**

- Comité de pilotage du SAD
- Comité de pilotage de projet du SAD
- Comité de pilotage d'évaluation externe du SAD

- ❖ **Pour les Résidences autonomie**

- Commission d'admission des résidences autonomie
- Comité des projets d'établissement des résidences autonomie
- Comité de pilotage d'évaluation externe des résidences

- **Des conseils de vie sociale :**

- Résidence Autonomie Saint-Filleul
- Résidence Autonomie Rose des Sables
- Résidence Autonomie Trianon
- Résidence Autonomie Bonvoisin

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Décret n°2004-287 du 25 mars 2004 relatif au conseil de vie sociale et aux autres formes de participations institués à l'article L. 311-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU les Articles L. 311-6, R.123-18 et D.311-3 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU les Articles L. 1411-5 et L.1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, désigne la représentation suivante auprès :

- **De différentes instances :**

- Union Nationale des C.C.A.S.
 - Titulaire : Madame Zohra AMIMI
 - Suppléant : Madame Clémentine LE DUEY
- Union Départementale des C.C.A.S :
 - Titulaire : Madame Zohra AMIMI
 - Suppléant : Madame Clémentine LE DUEY
- Conseil d'Administration du Carrefour des Solidarités :
 - Titulaire : Madame Zohra AMIMI
 - Suppléant : Madame Élise BOQUIÉ

- Fédération des Acteurs de Solidarité :
 - o Titulaire : Monsieur Dorian JUSTIN
 - o Suppléant : Madame Zohra AMIMI
- Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale « DAC YREN » :
 - o Titulaire : Monsieur Dorian JUSTIN
 - o Suppléant : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER

▪ **De la commission Permanente des Allocations Communales de Solidarité :**

- Présidente : Madame Zohra AMIMI
- 3 Membres Elus :
 - o Madame Juliana VIENNE
 - o Madame Gaëlle SILVESTRE
 - o Madame Marine CARON
- 3 Membres nommées
 - o Madame Martine LELAIT
 - o Madame Adeline PIERRE
 - o Madame Brigitte BROUT

▪ **Des commissions consultatives :**

❖ **Pour le Dispositif des Allocations Communales de Solidarité :**

- Présidente : Madame Zohra AMIMI
- 4 Membres :
 - o Madame Martine LELAIT
 - o Monsieur Samantigui DOUMBIA
 - o Monsieur François HAINIGUE
 - o Madame Brigitte BROUT

❖ **Pour le Centre Local d'Information et de Coordination des Aînés (CLIC) :**

- Comité de pilotage du CLIC :
 - o Titulaire : Madame Zohra AMIMI
 - o Suppléant : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER

- Comité de pilotage de projet de service du CLIC
 - o Titulaire : Madame Zohra AMIMI
 - o Suppléant : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
- Comité de pilotage d'évaluation externe CLIC :
 - o Titulaire : Madame Zohra AMIMI
 - o Suppléant : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER

❖ **Pour le Service Autonomie à Domicile (SAD) :**

- Comité de pilotage du SAD :
 - o Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - o Suppléant : Monsieur Dorian JUSTIN
- Comité de pilotage de projet du SAD:
 - o Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - o Suppléant : Monsieur Dorian JUSTIN
- Comité de pilotage évaluation externe du SAD :
 - o Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - o Suppléant : Monsieur Dorian JUSTIN

❖ **Pour les Résidences autonomie :**

- Commission d'admission des résidences autonomie :
 - o Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - o Suppléant : Madame Dominique LABARRE
- Comité des projets d'établissement des résidences autonomie
 - o Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - o Suppléant : Madame Dominique LABARRE
- Comité de pilotage évaluation externe des résidences :
 - o Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - o Suppléant : Madame Dominique LABARRE

▪ **Des conseils de vie sociale :**

- Résidence Autonomie Saint-Filleul :
 - Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - Suppléant : Madame Élise BOQUIÉ

- Résidence Autonomie Rose des Sables :
 - Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - Suppléant : Madame Gaëlle SILVESTRE

- Résidence Autonomie Trianon :
 - Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - Suppléant : Monsieur Dorian JUSTIN

- Résidence Autonomie Bonvoisin :
 - Titulaire : Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
 - Suppléant : Madame Clémentine LE DUEY

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0



Monsieur le Président invite les membres présents à se manifester s'ils souhaitent se présenter sur les listes titulaires et suppléants.

Il invite par ailleurs les membres à procéder à un vote à main levée.

Les administrateurs n'ayant émis aucune opposition, il est procédé de fait, à l'élection à main levée.

8. Désignation des représentants de la Commission d'Appel d'Offres

MESDAMES, MESSIEURS,

Le fonctionnement d'une commission d'appel d'offres (CAO) est défini par l'article L. 414-2 du Code Général

des Collectivités Territoriales et il prévoit que : « pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique [...], le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411 5 [...] ».

Conformément au code de la commande la C.A.O. attribue les marchés publics passés selon une procédure formalisée. Il est d'usage que tout marché supérieur à 90.000 € HT soit présenté en C.A.O.

A ce jour, les seuils de procédure formalisée pour les collectivités sont les suivants :

- 216.000 € H.T. pour les marchés de services et de fournitures courantes,
- 5.404.000 € H.T. pour les marchés de travaux.

Par ailleurs, les avenants de ces mêmes marchés sont soumis à la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) dès lors que leur incidence financière excède les 5 % du marché.

En application de l'article L. 1411-5, la commission est composée pour un établissement public :

- Du Président de la commission, autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, lequel préside ladite commission,
- et de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires ».

La C.A.O. devra donc être composée, outre du Président du C.C.A.S. ou de son représentant, de cinq Administrateurs désignés à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est également procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Il est rappelé que l'élection de ses membres titulaires et suppléants a lieu sur la même liste sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent prévoir moins de noms qu'il n'y a de sièges.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Le conseil doit se prononcer au préalable sur les conditions de dépôt des listes candidates.

Enfin, l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable au Conseil d'Administration dispose que le « conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux représentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. »

Le Conseil d'Administration est invité à désigner que les listes candidates sont annoncées en séance puis procéder à l'élection de 5 membres titulaires de la C.A.O. et de 5 membres suppléants.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1411-5, L.1414-2, L.2121-21, D.1411-4 et D.1411-5,

VU le Code de la Commande Publique.

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT qu'à la suite de l'installation des membres, il y a lieu d'instaurer une nouvelle Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.),

CONSIDÉRANT que cette C.A.O. est composée, outre le Président ou son représentant, de 5 membres du Conseil d'Administration à la représentation proportionnelle au plus fort reste,

CONSIDÉRANT qu'il est également de rigueur, selon les mêmes modalités, de procéder à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, décide :

- décide que les listes candidates sont annoncées en séance,

PUIS APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ À NOUVEAU, procède à l'élection de :

- 5 membres titulaires :

- Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
- Madame Gaëlle SILVESTRE
- Madame Juliana VIENNE
- Madame Elisabeth MENESTRIER
- Monsieur Samantigui DOUMBIA

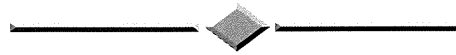
- 5 membres suppléants :

- Monsieur Dorian JUSTIN
- Madame Clémentine LE DUEY
- Madame Dominique LABARRE
- Madame Adeline PIERRE
- Madame Élise BOQUIÉ

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0



9. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le conseil d'administration - février et mars 2026

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration avait délégué ses pouvoirs à son Président, à sa Vice-Présidente et à sa Vice-Présidente déléguée lors de la séance du jeudi 25 avril 2024.

Or, le Code de l'Action Sociale et des Familles précise dans son article R123-22 le président, le vice-président ou le vice-président délégué doit rendre compte, à chacune des réunions du conseil d'administration, des décisions prises en vertu de la délégation reçue.

Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises sur la période des mois de février et mars 2026.

Lesdites décisions sont annexées à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration nouvellement installé est invité à prendre acte des dernières décisions prises par l'ancien exécutif.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du jeudi 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration,

VU les Décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée rend compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené.e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période des mois de février et mars 2026.

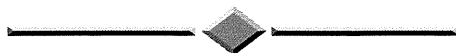
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

- Prend acte du compte rendu annexé

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0



10. Maintien du principe de la mutualisation des instances, maintien du principe de deux collèges d'élus et fixation du nombre de représentants du personnel au comité social territorial et à sa formation spécialisée

MESDAMES, MESSIEURS,

Selon l'article L.251-5 du Code Général de la Fonction Publique (C.G.F.P.), les collectivités territoriales et établissements publics employant au moins 50 agents sont dotés d'un Comité Social Territorial dont les compétences portent sur :

- l'organisation, le fonctionnement des services et les évolutions des administrations,
- l'accessibilité des services et la qualité des services rendus,
- l'orientation stratégiques sur les politiques de ressources humaines,
- les lignes directrices de gestion en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels (la mise en œuvre des lignes directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social), les enjeux et les politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations (les comités sociaux sont consultés sur le plan d'action pluriannuel en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes mentionné à l'article L.132-1 et informés annuellement de l'état de sa mise en œuvre),
- les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et d'action sociale ainsi que les aides à la protection sociale complémentaire,
- la protection de la santé physique et mentale, l'hygiène, la sécurité des agents dans leur travail, l'organisation du travail, le télétravail, les enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, l'amélioration des conditions de travail et les prescriptions légales y afférentes,
- les autres questions relevant des domaines mentionnés à l'article L.112-1, à l'exception de l'élaboration des règles statutaires régissant les fonctionnaires et de l'examen des décisions individuelles.

L'article L.251-9 du C.G.F.P. dispose qu'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant deux cents agents au moins.

Conformément à l'article L.261-2 du C.G.F.P., une commission administrative paritaire est mise en place pour chaque catégorie A, B et C de fonctionnaires territoriaux afin d'examiner les questions relatives à la situation individuelle et à la discipline des fonctionnaires relevant de la même catégorie.

Aux termes de l'article L.272-1 du C.G.F.P., une commission consultative paritaire, présidée par l'autorité territoriale, est mise en place dans chaque collectivité. Elle examine les décisions individuelles prises à l'égard

des agents territoriaux contractuels et toute question d'ordre individuel concernant leur situation professionnelle ainsi que les questions relatives à la situation individuelle et à la discipline de ces agents, sans distinction de catégorie.

Les articles L.251-7, L.261-4 et L.272-1 C.G.F.P. permettent aux collectivités territoriales de mettre en place des instances communes, notamment avec certains de leurs établissements publics.

Les Conseils Municipaux de la Ville de Rouen et les Conseils d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) successifs ont décidé d'instituer un Comité Technique (C.T.) et un Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail (C.H.S.C.T.) communs, maintenant devenus le Comité Social Territorial (C.S.T.) et la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F.3S.C.T.), puis d'étendre le dispositif de mutualisation aux Commissions Administratives Paritaires (C.A.P.) et aux Commissions Consultatives Paritaires (C.C.P.).

Aujourd'hui, la Ville de Rouen et le C.C.A.S. souhaitent poursuivre cette démarche de mutualisation. Il convient, à cet effet, de prendre une délibération concordante pour la Ville et le C.C.A.S. de Rouen afin de maintenir ce mode d'organisation.

Dans ce cadre, la composition, les compétences ainsi que le fonctionnement de cette instance sont définis par le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

A ce titre, il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de définir :

- l'existence du collège de l'administration au sein de cette instance et ses modalités de vote,
- le nombre de titulaires et suppléants du personnel et de l'administration au sein du C.S.T. et de sa formation spécialisée après consultation des organisations syndicales représentées dans ces instances,

Nombre de représentants au Comité social territorial

L'article R.252-34 du C.G.F.P. fixe entre 7 et 15 le nombre de représentants titulaires du personnel pour les collectivités dont les effectifs sont supérieurs à 2 000 agents.

Au 1^{er} janvier 2026, les effectifs de fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires, agents contractuels de droit public et de droit privé, comptabilisés dans le respect des conditions prévues par les articles R.211-30 et suivants du C.G.F.P., s'élèvent à 2.625.

Collège des représentants du personnel

Compte tenu de l'effectif de la collectivité, il est proposé de conserver le même nombre de représentants du personnel qu'actuellement, à savoir dix membres titulaires et dix suppléants.

Collège des représentants de l'administration

Dans une optique de dialogue social de qualité, il est proposé de maintenir de la même manière à dix le nombre de représentants titulaires de la collectivité, chaque titulaire disposant d'un suppléant.

Une Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F.3S.C.T.) est instituée au sein du C.S.T. dans chaque collectivité territoriale et établissement public employant au moins 200 agents (article L.251-9 du C.G.F.P.).

Le nombre de représentants du personnel titulaires dans cette formation spécialisée est égal à celui des représentants titulaires du personnel au sein du C.S.T. (article R.252-41 du C.G.F.P.).

Pour mémoire, les représentants titulaires de cette formation spécialisée sont désignés parmi les représentants du personnel, titulaires et suppléants, élus au C.S.T. Chaque organisation syndicale désigne un nombre de représentants titulaires en formation spécialisée égal au nombre de sièges de représentants titulaires qu'elle a obtenus au C.S.T.

Les représentants suppléants de cette formation spécialisée sont librement désignés par les organisations syndicales parmi les représentants élus au C.S.T. ou parmi les agents remplissant les conditions d'éligibilité au C.S.T. au moment de leur désignation.

Ces désignations interviennent dans un délai d'un mois à compter de la proclamation des résultats.

Conformément à l'article R.232-36 du C.G.F.P., les organisations syndicales ont été consultées lors de la réunion du groupe de travail le 12 mars 2026, et ont émis un avis favorable sur le maintien à 10 du nombre de postes en C.S.T. et ce faisant, en F.3S.C.T.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article R. 123-20,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-29,

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L.251-5, L.251-7, L.251-9, L.261-2, L.261-4 et L.272-1, R.211-30, R.232-36, R.252-34, R.252-41, R.252-44 et R.252-45,

VU le Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités et de leurs établissements publics,

VU le Décret n° 2024-1038 du 6 novembre 2024 relatif aux dispositions réglementaires des livres Ier et II du Code Général de la Fonction Publique,

VU l'Arrêté du 02 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique,

VU les Délibérations du Conseil Municipal du 11 juillet 2014, du 9 avril 2018 et du 23 mai 2022 relatives à la création d'instances communes Ville-C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 20 mai 2022 relative à la mise en place d'instances paritaires communes entre la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale,

VU la consultation des organisations syndicales lors de la réunion du 12 mars 2026.

CONSIDÉRANT que les collectivités territoriales peuvent décider de la mise en place d'instances communes avec certains de leurs établissements publics,

CONSIDÉRANT que la Ville de Rouen et le C.C.A.S. souhaitent poursuivre la démarche de mutualisation initiée en 2014, 2018 et 2022 s'agissant du C.S.T., des C.C.P. et des C.A.P.,

CONSIDÉRANT que les organisations syndicales ont donné leur accord sur le principe de maintien de la mutualisation des instances,

CONSIDÉRANT que la délibération fixant la composition du Comité Social Territorial doit être prise au plus tard six mois avant le début du scrutin soit le 3 juin 2026,

CONSIDÉRANT que la Ville de Rouen et le C.C.A.S. ont institué un C.S.T. commun,

CONSIDÉRANT que l'effectif apprécié au 1er janvier 2026 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 2.625 agents,

CONSIDÉRANT que le nombre de représentants du personnel doit être fixé entre 7 et 15 au vu de l'effectif de la collectivité et du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 12 mars 2026 sur le nombre de représentants au C.S.T.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, décide de :

- Maintenir un Comité Social Territorial, des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires communes pour les agents de la Ville et du C.C.A.S.,
- Fixer à 10 le nombre de représentants titulaires du personnel, chacun disposant d'un suppléant,
- Fixer à 10 le nombre de représentants titulaires de l'administration, chacun disposant d'un suppléant,
- Mettre en place une seule Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail, composée de 10 représentants titulaires par collège, chacun disposant d'un suppléant,
- Maintenir le recueil du vote uniquement du collège des représentants du personnel au C.S.T. et sa formation spécialisée.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

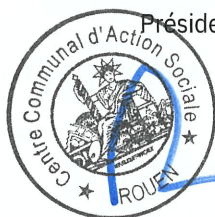
- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0



Points divers :

- *Prise de photo des membres nommés ;*
- *Remise des tablettes aux membres nommés ;*
- *Réunion d'information du 28 mai à 14h00 (présentation du CCAS et de la DSCS et du fonctionnement du conseil d'administration) ;*
- *Dates des prochains conseils d'administration :*
 - *le jeudi 04 juin à 14h30 ;*
 - *le vendredi 18 septembre à 14h30 ;*
 - *le mercredi 14 octobre à 14h30 ;*
 - *le jeudi 10 décembre à 14h30.*
- *Informations diverses :*
 - *Forum Santé, le mercredi 27 mai, à la Halle aux Toiles ;*
 - *Invitation à la Garden Party, le vendredi 05 juin, au Jardin des Plantes ;*
 - *Kit de bienvenue.*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 16h53.



Président de séance

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Président du C.C.A.S.



Secrétaire de séance

Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S.